



© Handicap International

contre les mines dans le monde

Les actions de lutte de l'Union Européenne

Succès et défis

Depuis le lancement, en 1997, du MBT, un stock de 38 millions de MTA a été détruit par 73 pays signataires de la convention. De grandes régions du monde affectées par ces armes ont été sécurisées. Le nombre de victimes a diminué de manière significative. Les transferts internationaux de mines terrestres ont cessé. Elles ne sont plus utilisées que dans quatre pays, contre 19 en 1997. Les programmes européens ont grandement contribué à ces avancées, en ouvrant la voie à l'objectif ambitieux de « zéro victime » de l'UE. Mais le monde a encore beaucoup de choses à faire pour éliminer le fléau des mines, en se concentrant plus particulièrement sur l'aide humanitaire aux victimes.

**“L'UE, en tant que force internationale, a réalisé des avancées significatives en vue de libérer le monde de la menace des mines.”**  
Benita Ferrero-Waldner, commissaire européen en charge des relations extérieures



© CBCL (Tim Grant)

## UN HÉRITAGE MORTEL

Conçues pour tuer ou mutiler, les mines terrestres antipersonnel apportent leur lot de souffrances à l'humanité. Aux quatre coins du monde, ces amas de métal ou de plastique attendent patiemment, enfouis dans leurs cachettes. Ils attendent leur heure, prêts à exploser à tout moment. Jusqu'à ce que quelqu'un passe...

Chaque année, des milliers de victimes innocentes marchent sur des mines terrestres antipersonnel (MTA) ou des engins non explosés (ENO), faisant payer aux enfants le plus lourd tribut. Car, bien que ces armes mortelles soient généralement enterrées dans le sol en période de guerre ou de conflit interne, elles peuvent se mettre en action à n'importe quel moment et tuer ou mutiler ceux et celles qui se trouveront sur leur route.



© CBCL (Tim Grant)

Outre les souffrances individuelles qu'ils causent, les MTA et les ENO posent d'autres graves problèmes sociaux et économiques. Ils transforment des lopins de terre en zones interdites, au détriment de l'agriculture et du développement. Par les innombrables mutilations qu'ils causent, ces engins font peser un lourd fardeau sur les familles et les communautés qui éprouvent déjà bien des difficultés à s'en sortir financièrement.

Malheureusement, ces mines terrestres représentent un triste et considérable héritage, accumulé au fil des ans. On ne compte plus les millions d'engins enfouis un peu partout, prêts à faire leur devoir, souvent dans des lieux oubliés. Certaines mines ont été posées il y a 50 ans ou plus. Pourtant, elles restent toujours aussi dangereuses.

Un aspect relativement nouveau est toutefois cette réelle détermination à vouloir se débarrasser de ces armes effroyables. Depuis les années 90, la communauté internationale – l'Union européenne en tête – a déployé des efforts considérables pour reléguer les mines aux oubliettes de l'histoire.

## LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Entre 1997 et 2005, l'Union a affecté plus de 1,2 milliard d'euros à ses actions de lutte contre les mines. Tous les aspects de ce combat sont ici couverts, de la détection des mines à l'assistance aux victimes. Cette somme représente plus de la moitié du budget mondial affecté aux actions de lutte contre les mines. Rien qu'en 2005, le total des contributions de l'Union européenne (Communauté européenne et États membres) ont dépassé les 150 millions d'euros.

Fidèle à son engagement à libérer le monde de la menace des MTA et des ENO, l'Union européenne travaille de concert avec la vaste communauté de lutte contre les mines. Cette communauté comprend aussi bien les États membres de l'Union européenne que des organismes internationaux comme les Nations Unies et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines. Ses objectifs sont fixés par le traité sur l'interdiction des mines de 1997, plus particulièrement ceux définis lors du Sommet de Nairobi de 2004 ainsi que par d'autres instruments internationaux et accords en matière de conventions de désarmement.

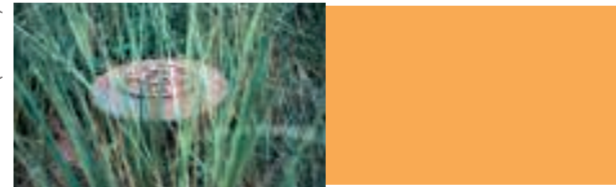
Sur le plan politique, l'Europe cherche à "réduire radicalement la menace persistante et l'impact des mines terrestres dans le contexte de l'accroissement de la sécurité locale et de la confiance régionale." En juillet 2001, le Parlement européen et le Conseil européen ont adopté deux textes législatifs clés en la matière, connus collectivement sous le nom de règlement MTA. Ces deux règlements soulignent clairement l'engagement de l'UE à lutter contre les mines et couvrent les opérations de déminage, la destruction des stocks et des mines terrestres, le renforcement des capacités locale et l'aide aux victimes.

Ces fonds soutiennent les actions anti-mines dans six régions bien précises : Amérique centrale/latine, Caucase et Asie centrale, Asie-Pacifique, Moyen-Orient, Afrique et Europe. Au cours de ces dernières années, les actions de l'UE de lutte contre les mines se sont concentrées sur l'Afrique, le Caucase et l'Asie centrale, qui ont absorbé 60% du budget. L'aide européenne est dirigée vers les 12 "pays les plus affectés par les mines", comme par exemple l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine et le Soudan.

## TRAITÉ SUR L'INTERDICTION DES MINES

Le traité sur l'interdiction des mines (MBT), entré en vigueur en mars 1999, a constitué un tournant dans l'histoire de la lutte contre les mines terrestres antipersonnel. Ce traité interdit l'utilisation, la fabrication, le transfert et la constitution des stocks de mines. Connu également sous le nom de Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, cet accord unique entend "faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel."

Ce traité MBT a été signé par 122 pays à Ottawa, au Canada, en décembre 1997. Il est aujourd'hui ratifié par 151 pays et trois autres s'approprient à en devenir signataires dans un avenir proche (Pologne, Indonésie et Îles Marshall).



© CBCL (Tim Grant)

Au total quarante-trois pays, qui possèdent ensemble quelque 160 millions de mines antipersonnel n'ont toujours pas ratifié ce traité. Parmi ceux-ci figurent trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, Russie et États-Unis), la plupart des pays du Moyen-Orient, la plupart des anciennes républiques soviétiques et de nombreux pays d'Asie. Ne cessant de promouvoir les avantages de ce traité, en termes de sécurité et de stabilité, l'UE continue à encourager ces 43 pays à ratifier le MBT.

Le traité MBT a été revu à la fin 2004 lors du sommet de Nairobi, au Kenya. Les participants ont pris bonne note des avancées significatives réalisées au cours des cinq dernières années et identifié de nouveaux défis.



© Unicef Colombia (Lupit Herrera)

## QUE RECOUVRE LA LUTTE CONTRE LES MINES?

- Sensibilisation aux dangers des mines
- Formation d'experts
- Délimitation et marquage des zones suspectes
- Détection et identification des MTA
- Déminage
- Destruction des stocks de MTA
- Aide aux victimes et à leur réinsertion



© Pablo Riquelme Pascualena

## À PROPOS DE CES MINES

- MTA (mines terrestres antipersonnel) : elles explosent en présence, à proximité ou au contact d'une personne. Peuvent blesser ou tuer une ou plusieurs personnes.
- ENE (engins non explosés) : engins explosifs, par exemple des bombes ou obus, n'ayant pas fonctionné lors de leur première utilisation.



- ### FAITS CLÉS
- Chaque année, les mines terrestres antipersonnel tuent jusqu'à 15.000 personnes innocentes;
  - Le problème des mines et des engins non explosés touche environ 65 pays;
  - Au moins 167 millions de mines sont stockées aux quatre coins du monde;
  - Entre 1997 et 2005, l'UE a affecté plus d'un milliard d'euros à la lutte contre les mines.

Ce pays a ratifié le traité sur l'interdiction des mines en 1999 et détruit un stock de 461.000 MTA la même année, mais des milliers d'autres MTA ont été identifiées depuis. L'UE et les États membres ont financé l'action contre les mines à concurrence de 13 millions d'euros en 2005, essentiellement des activités de déminage et de nettoyage.

### ANGOLA

L'un des pays les plus affectés par le fléau des mines et des engins non explosés. Trente-deux des 34 provinces atyhanes sont touchées par ce phénomène qui tue ou blesse chaque mois 70 à 100 personnes. En 2005, l'UE et les États membres ont attribué 30 millions d'euros à la lutte contre les mines dans la région, notamment à une étude sur l'impact des mines.

### BOSNIE - HERZÉGOVINE

AFGHANISTAN

### Exemples

Pour en savoir plus sur ce que fait l'Union européenne dans le monde pour lutter contre les mines, visitez les sites Internet suivants

Le texte complet de la stratégie de la CE de lutte contre les mines est disponible en ligne à l'adresse: [http://ec.europa.eu/comm/external\\_relations/mine/intro/p02\\_1798.htm](http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mine/intro/p02_1798.htm)

Pour un complément d'information sur les activités de la CE dans la lutte contre les mines terrestres antipersonnel : [http://ec.europa.eu/comm/external\\_relations/mine/intro/index.htm](http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mine/intro/index.htm)

Pour en savoir plus sur d'autres programmes et projets : [http://ec.europa.eu/europeaid/projects/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/projects/index_fr.htm)

Un panorama complet et mis à jour sur les activités de recherche de l'UE dans ce domaine figure à l'adresse : <http://eu-mine-actions.jrc.ec.eu.int/>

Les actions de lutte de l'Union Européenne contre les mines dans le monde **Sauver des vies, éviter les mutilations et préserver les sources de revenus**



COMMISSION EUROPEENNE  
Relations Extérieures

